

La crise financière au cœur de l'actualité parlementaire

Le groupe des Verts, tout comme l'ensemble des parlementaires, est en ce moment très occupé par la crise financière. Celle-ci démontre avec violence la dimension mythique de l'« autorégulation des marchés » et autres « mains invisibles ». L'addition des avidités individuelles laissées à elles-mêmes ne mène pas comme par miracle à un enrichissement général et au bien-être commun. Au contraire, la dérégulation du système financier débouche aujourd'hui sur le chaos et, vraisemblablement, demain, sur une crise économique mondiale. Un gâchis inimaginable et un véritable scandale éthique. Pour remédier à cette situation, le Conseil fédéral a adopté de surcroît une attitude totalement déplacée: il a court-circuité tout débat démocratique pour imposer une solution qui consiste en une socialisation de pertes dues, in fine, à l'irresponsabilité et à l'incurie d'entreprises privées.

Les Verts ont réagi sur plusieurs axes. Ils ont tout d'abord exigé qu'un véritable débat démocratique ait lieu sous la forme d'une séance extraordinaire, qu'ils n'ont malheureusement pas obtenue. Le sujet ne sera donc débattu qu'en décembre, lors de la prochaine session. D'autre part, les Verts ont demandé que des mesures de régulation soient introduites pour refonder le système financier dans le sens d'une meilleure responsabilisation de ses acteurs et d'une plus grande prise en compte des exigences de la durabilité. Les milliards d'argent public injectés pour sauver l'UBS requièrent des contreparties.

Pour les Verts, il est injustifiable que la BNS reprenne à son compte l'ensemble des mauvais risques, avec des produits financiers dont on sait très bien qu'ils n'ont quasiment aucune chance de se revaloriser, même à moyen terme, alors que l'UBS, entièrement fautive, s'en sort à bon compte. Les Verts demandent que la Confédération obtienne au moins une révision de son système de rémunération. Ce dernier, axé sur l'encouragement des opérations et des gains à court terme, est l'un des facteurs aggravant le comportement irresponsable des acteurs financiers. Les Verts souhaitent qu'il soit révisé et que les incroyables abus en termes de salaires et de boni qui ont eu cours ces dernières années soient rendus impossibles.

Les mesures internes ne sont toutefois pas suffisantes. C'est l'ensemble du système financier qui doit être repensé. Les Verts souhaitent que la Confédération s'implique au niveau international pour que de nouveaux instruments de régulation soient mis en place. Il est inacceptable que des produits financiers opaques puissent être échangés sur le marché, au mépris de toute évaluation et de tout contrôle. Au niveau suisse, l'efficacité de l'autorité de contrôle des marchés financiers, la FINMA, doit être renforcée. Pourquoi les inqualifiables manquements de l'UBS n'ont-ils pas été diagnostiqués plus tôt ? La Confédération doit prendre les mesures qui s'imposent afin que de telles dérives ne soient plus possibles.

Enfin, les Verts s'inquiètent des conséquences de cette crise sur l'économie réelle et sur la pérennité des prestations de l'Etat au niveau environnemental et social. La Confédération doit s'assurer que le tissu économique suisse et les emplois qu'il fournit ne soient pas l'otage de l'incompétence des banquiers. De même, il est exclu que cette crise soit l'occasion de nouvelles pressions sur la protection de l'environnement. Bien au contraire, les Verts affirment que la sauvegarde de l'environnement, et notamment du climat, est un garant de santé et de dynamisme pour notre économie et pour l'emploi, et un investissement vital pour demain. Si l'on avait investi les 68 milliards de francs dévolus au sauvetage de l'UBS dans l'assainissement énergétique des bâtiments ou dans le développement des énergies renouvelables, combien d'emplois et de croissance aurions-nous généré ?

Adèle Thorens Goumaz, publié dans Actes verts en novembre 2008